

## Rentrée scolaire: Blanquer joue la carte de l'apaisement

Paris, 27 août 2019 (AFP) -

Le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer, a réaffirmé mardi la priorité donnée à l'école primaire et joué la carte de l'apaisement après une fin d'année tendue, en ouvrant par exemple la porte à des aménagements de la réforme du lycée.

A quelques jours de la rentrée, le 2 septembre, il a placé l'année 2019-2020 "sous le signe de la maturité et de la réussite", lors de sa conférence de presse rituelle, organisée dans le jardin du ministère pour illustrer une volonté d'agir en faveur du développement durable.

L'école primaire reste la "priorité" du gouvernement, a souligné M. Blanquer, comme l'illustre la mesure-phare de sa loi "pour une école de la confiance" votée cet été: l'abaissement à trois ans de l'âge de l'instruction obligatoire, contre six aujourd'hui. La mesure ne concernera que 2,5% d'enfants mais c'est un enjeu important pour des territoires comme Mayotte ou la Guyane.

Par ailleurs, la réduction des effectifs dans les classes de CP et CE1 des quartiers défavorisés s'achève. Quelque 300.000 élèves sont concernés et ils devraient être 450.000 d'ici la fin du quinquennat, le président Emmanuel Macron ayant annoncé au printemps qu'elle serait étendue progressivement aux classes de grande section en éducation prioritaire.

"C'est une bonne nouvelle mais on va demander au ministre comment il compte faire, car il ne va pas falloir gonfler les effectifs des autres classes", a prévenu lundi Francette Popineau, secrétaire générale du Snuipp-FSU, le premier syndicat des enseignants du primaire.

"L'égalité des chances passe aussi par la scolarisation des enfants en situation de handicap", a souligné le ministre, rappelant que 4.500 accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) supplémentaires ont été recrutés.

Mises en place l'an dernier en CP, CE1 et 6ème, les évaluations des élèves, très décriées par une partie des professeurs, sont maintenues mais revues pour tenir compte des critiques.

Jugeant "essentielle" la question de l'environnement, M. Blanquer a aussi annoncé que 250.000 "éco délégués" seraient nommés (un par classe au collège et au lycée) pour favoriser la mise en oeuvre d'actions concrètes.

- "Tourner la page"-Autre chantier du gouvernement: la délicate réforme du bac, qui doit être effective en 2021. Cette réforme, qui réduira le nombre d'épreuves finales au profit du contrôle continu, s'accompagne d'une refonte de l'enseignement au lycée.

Cette année, les séries (L, ES et S) sont supprimées en classe de Première et remplacées par des enseignements de spécialité. La réforme a cristallisé les oppositions de ceux qui craignent l'instauration d'un examen "local" et non plus national, jusqu'à rejaillir fin juin sur le bac, entaché par une grève des correcteurs.

"Les raisons de la colère sont là, cette rentrée va être compliquée car elle est pleine d'incertitudes", affirme Claire Guéville, secrétaire nationale du Snes-FSU, premier syndicat dans le secondaire, opposé à la réforme.

En recevant les syndicats au cours des derniers jours, le ministre a voulu déminer le terrain et a annoncé que des "comités de suivi" seraient mis en place pour tenir compte des difficultés éventuelles et décider d'aménagements.

En cette rentrée, le ministre semble en effet jouer la carte de l'apaisement. "Il est temps de tourner la page de la crise du bac, de passer à autre chose", a-t-il ainsi affirmé, avec un changement de ton évident par rapport au mois de juillet. Il a aussi insisté sur la nécessité de renforcer le bien-être des professeurs.

Il a notamment détaillé les mesures du plan sur les violences à l'école, repoussé à maintes reprises: à la rentrée un accompagnement personnalisé des profs victimes de violences est mis en place. Les élèves hautement perturbateurs et "poly-exclus" de différents établissements pourront être affectés en classes relais, sans avoir besoin de l'accord de la famille.

Accusé à maintes reprises par les syndicats de rester sourd à leurs revendications, le ministre a insisté sur "la nécessité de travailler en profondeur avec les partenaires sociaux". En vue de la réforme des retraites qui pourrait notamment pénaliser les enseignants, il faudra "revaloriser cette profession", a-t-il assuré. "Nous avons une opportunité historique de travailler tranquillement" sur cette question. Les professeurs, eux, espèrent obtenir rapidement des revalorisations salariales.



PAYS :France  
SURFACE :104 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 27 août 2019 - Edition Fil Gen

ito-asm/tib/fmp

Afp le 27 août 19 à 12 16.